



Appel d'offre **RENOUVELER LE MILITANTISME DANS UNE APPROCHE FÉMINISTE INTERSECTIONNELLE**

Termes de référence

1. Présentation de l'association et du contexte

Présentation de l'association :

ActionAid France (AAF) est une association reconnue d'utilité publique, née en 1984 de la fusion de deux réseaux associatifs, affiliée depuis 2009 à la fédération internationale ActionAid (basée en Afrique du Sud, et présente dans 46 pays).

ActionAid France est une fédération, dont les membres sont des associations locales de solidarité internationale (les « groupes locaux ») et des personnes engagées à titre individuel. Elle comptait, le 31 décembre 2023, 26 groupes locaux et 202 membres individuel·le·s, 3 616 donatrices et donateurs, et environ 163 000 abonné·e·s à sa newsletter.

Depuis sa création en 1984 sous le nom de "Peuples Solidaires", nous restons animé·e·s du même idéal solidaire : construire un monde juste, équitable, durable et solidaire dans lequel chaque personne jouit du droit et de la possibilité de vivre dans la dignité, préservée de la pauvreté, des injustices et de toutes les formes d'oppression.

Grâce à la mobilisation de nos militant·e·s, nous faisons pression sur les gouvernements et les entreprises pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

Nous misons sur la solidarité internationale pour construire un monde plus juste, en agissant aux côtés et non à la place des femmes et des hommes qui se mobilisent pour le respect de leurs droits fondamentaux.

Contexte :

A l'instar d'une grande partie du milieu de la solidarité internationale, l'action de la fédération ActionAid France - Peuples Solidaires s'est construite à travers une mobilisation sans faille de ses militant·e·s dans les groupes locaux. Néanmoins, ces dernières années, leur nombre a fortement diminué, passant d'une centaine à 26 aujourd'hui, et si les forces vives sont toujours présentes, elles ne se renouvellent plus.

C'est dans cette optique, et dans le cadre de l'élaboration de notre stratégie générale à cinq ans, que nous avons réfléchi à une nouvelle stratégie de mobilisation, sur trois piliers majeurs : la redynamisation du réseau militant existant, l'approche féministe et la capacité à toucher de nouveaux publics, en particulier les jeunes.

Une nouvelle stratégie de mobilisation :

Depuis plusieurs années, et comme c'est le cas dans de nombreuses associations de solidarité internationale, nous avons constaté que notre base militante, qui est au cœur de notre mouvement, avait du mal à se renouveler. Bien que ces derniers restent le noyau dur actif, nous nous posons la question des années à venir. En tant que mouvement basé sur la défense des droits, la mobilisation et la sensibilisation sont deux piliers essentiels dans la conduite de nos actions.

Un large panel d'activité a été testé pour tenter de remédier à cette difficulté de renouvellement, mais avec des résultats peu concluants, à quelques exceptions près. Il nous a donc paru nécessaire de prendre un peu de recul et de questionner notre stratégie de mobilisation – en parallèle de la rédaction de notre stratégie à cinq ans, de 2024 à 2030 - notamment en entamant **une tournée de rencontres de l'intégralité des groupes locaux** par la chargée de mobilisation, le directeur et le président de la fédération... Cette tournée s'est déroulée au printemps 2024.

Suite à la dernière série de visites, organisée en 2017, l'objectif était de recréer du lien entre les groupes locaux et la fédération (sachant que l'équipe salariée s'était renouvelée en quasi-totalité et que la fédération venait d'adopter de nouveaux statuts en mai 2023), d'en apprendre plus sur les actualités des groupes locaux, et de les associer au mieux aux changements en cours (stratégie, lancement d'une nouvelle campagne sur la justice climatique).

Au cours des discussions qui se sont étalées de février à mai 2024, les différentes approches qui sont censées guider nos actions ont pu être évoquées, et plusieurs points sont ressortis.

- Il est apparu que la question du féminisme intersectionnel n'est pas forcément comprise, alors que pour beaucoup, ils et elles ont déjà intégré cette approche sous d'autres dénominations. Il est essentiel pour nous de pouvoir rendre accessible des concepts qui peuvent parfois paraître éloignés de la réalité du terrain, alors qu'ils en sont au contraire très liés.
- Les groupes locaux ont également exprimé un besoin d'outillage, et de plus de contenus « descendants » de la part de la fédération.
- Par ailleurs, une peur majoritairement exprimée était celle de la fin d'un mouvement, faute de nouveaux engagements, avec une récurrence sur la nécessité de mobiliser des « jeunes ».

A l'issue de cet état des lieux global, nous avons alors pu construire notre stratégie de mobilisation, axée entre autres sur le renforcement de l'articulation entre la mobilisation (actions des militant·e·s et membres des groupes locaux) et les campagnes de plaidoyer, et donc sur l'attractivité de nos campagnes, notamment pour un public jeune ou pré-retraité.

Cela coïncidait avec la mise en place d'une nouvelle campagne, au début 2024, pour la justice climatique, dans la continuité des travaux de notre fédération sur la souveraineté alimentaire et les accaparements de terre. Un sujet qui a, depuis la COP 21 et les grèves pour le climat, su mobiliser un public très large et divers.

Dans la perspective de la mise en place de cette stratégie, nous avons commencé par réoutiller notre base militante, de façon à lui offrir une large perspective de possibilités d'engagement : bien que nous souhaitions favoriser le renouvellement militant, il n'est pas du tout envisagé de le faire au détriment de la base existante, mais bien au contraire avec elles et eux.

Avec des militant·e·s engagé·e·s et motivé·e·s par le changement que cette nouvelle campagne pourrait apporter, nous avons ensuite réfléchi aux activités qui pourraient ouvrir notre fédération à un nouveau public – et notamment avec le Mouvement rural des jeunes catholiques (MRJC), une association partenaire de la campagne justice climatique, mais aussi avec des associations comme *Ingénieurs sans frontières*, *Echanges et Partenariats*, *Engagé·e·s et Déterminé·e·s*... **Nous souhaitons pouvoir orienter nos groupes locaux vers ceux du MRJC et d'autres partenaires, en proposant l'appui et le soutien sur des projets de jeunes** : d'abord en offrant leur expertise des partenariats qui sont menés depuis plusieurs décennies par leurs associations, mais aussi en offrant les liens que la fédération internationale d'ActionAid peut offrir.

Nous sommes une organisation féministe, et il était essentiel pour nous que cela puisse se traduire dans chacune de nos actions, et particulièrement dans la façon dont elles sont mises en place, de façon transversale, mais nous nous sommes heurté·e·s à un manque de formation en la matière.

C'est dans cette optique que nous sollicitons un appui externe. En effet, il est impératif que cette conduite du changement s'accompagne de la **mise en place de formations et d'une**

meilleure compréhension d'une approche féministe intersectionnelle des enjeux de la solidarité internationale. D'abord, parce que le modèle altermondialiste de partenariats de coopération doit pouvoir être questionné, pour adapter nos grilles de lecture tout en restant fidèles à nos principes – nous sommes un intermédiaire qui permet de questionner et remettre en cause les violations des droits économiques, sociaux et culturels des personnes au profit des plus puissants.

A cet égard, l'intersectionnalité doit être comprise et intégrée dans chacun des projets qui sont ou seront menés. Dans la même idée, une approche par le genre doit impérativement être portée de manière transversale dans ces projets parce qu'elle implique de fait des changements de paradigme, à tous les niveaux.

Cette approche doit s'intégrer à tous les niveaux, y compris dans le militantisme le plus local.

Egalité femmes-hommes au sein de la fédération :

En 2011, l'Assemblée Générale de notre association a décidé de faire de la thématique des droits des femmes une nouvelle thématique prioritaire pour l'organisation. Cette thématique concerne ainsi l'ensemble de l'organisation, y compris son modèle de gouvernance.

Le nouveau texte de position voté lors de l'AG 2018 stipule :

« Agir pour les droits des femmes, c'est intégrer systématiquement l'approche genre à nos réflexions, nos actions de plaidoyer et de mobilisation. Cela relève de la responsabilité de l'ensemble des membres et de l'équipe salariée de d'ActionAid France - Peuples Solidaires, y compris en terme de gouvernance interne, d'analyse, de moyens, de suivi et d'évaluation.

(...) Nous nous efforcerons également d'adopter une auto-critique forte quant au mode de gestion régissant notre association, à la forme et au fond de notre communication interne et externe, aux choix des thématiques traitées, ainsi qu'aux espaces dans lesquels l'association sera présente. »

Ainsi, les instances d'ActionAid France et son équipe salariée doivent veiller à l'application en interne de pratiques qui vont dans le sens d'une transformation sociale, individuelle et collective, remettant en question les relations de pouvoir inégales entre hommes et femmes.

Dans le cadre de la révision des procédures internes suivies par l'ensemble des membres de la fédération ActionAid International, ActionAid France révisé actuellement sa charte interne de prévention contre le harcèlement sexuel et les comportements sexistes, sur la base des bonnes pratiques et leçons tirées des expériences au sein de la fédération internationale et de son implication dans certains collectifs (ActionAid France est membre du comité d'alerte et de suivi des violences du CRID).

2. Mission

2.1 Objectif général

Renouveler notre base militante en appliquant les principes du féminisme intersectionnel dans la tenue de nos activités, de façon transversale.

2.2 Objectifs spécifiques

Accompagner ActionAid France dans la transformation de ses postures et ses « process » en termes de genre et d'intersectionnalité auprès des militant·e·s.

2.3 Résultats attendus et indicateurs

Résultat 1 : trois blocs de formation sont créés et les savoirs ont été assimilés

Indicateur 1.1 : les notions sont comprises par les militant·e·s.

Indicateur 1.2 : les militant·e·s sont en mesure de partager les savoirs acquis au cours de ces formations.

Indicateur 1.3 : les militant·e·s peuvent mener ces formations auprès de nouvelles personnes.

Résultat 2 : ces nouveaux savoirs sont injectés dans les pratiques

Indicateur 2.1 : grâce à une cartographie, les groupes locaux sont en mesure d'identifier et contacter de nouveaux publics.

Indicateur 2.2 : les groupes locaux mettent en pratique l'approche féministe intersectionnelle dans leurs activités et la construction de nouveaux partenariats.

Indicateur 2.3 : les nouveaux publics sont invités à participer à des formations.

Indicateur 2.4 : deux formateur·rice·s par groupe local « test » (donc 10 au total) sont en mesure de donner une formation à d'autres personnes.

Résultat 3 : la fédération ActionAid France sait se placer et être identifiée au sein de son écosystème

Indicateur 3.1 : un document qui cartographie les acteurs similaires et d'intérêt est rédigé.

Indicateur 3.2 : les partenariats historiques sont questionnés sous le prisme de l'intersectionnalité et du principe de décolonisation de l'aide.

Indicateur 3.3 : chaque groupe local contacte au moins un nouveau partenaire potentiel.

2.4 Activités à mettre en place du mois d'août 2024 à mars 2025

Prise de connaissance et familiarisation avec la fédération, observations

Rencontres avec les militant·e·s, l'équipe salariée, lecture des documents de stratégie nationale et internationale. Recherche de ressources sur l'Éducation à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale (ECSI) et le genre. Prise de connaissance de la stratégie 2024-2030 d'ActionAid France.

Entre le 20 et le 24 août 2024 se tiendra un événement pour célébrer les 40 ans d'ActionAid France, au cours duquel le ou la consultant·e pourra non seulement rencontrer une très grande partie des militant·e·s de la structure mais aussi avoir une visibilité assez large sur l'histoire de la fédération.

Cartographie des acteur·rice·s

L'objectif est d'obtenir une cartographie de nouvelles organisations ou personnes avec qui il serait intéressant de travailler dans un cadre d'intégration et d'élargissement de notre base.

En effet, l'entre-soi altermondialiste a, selon nous, grandement contribué à l'essoufflement du modèle militant qui le composait, et il est nécessaire de pouvoir élargir nos visions et nos façons d'agir.

Elaboration d'un plan de formation sur le féminisme intersectionnel

Une formation en trois blocs : un premier sur le féminisme, un second sur l'approche intersectionnelle, et un troisième sur la mise en pratique. Élaboration de documents de base pour la tenue de formations.

Nous souhaiterions élaborer un plan de formation en trois volets afin de balayer ces questions le plus largement possible : d'abord sur les principes féministes, en observant comment ces derniers peuvent et doivent s'appliquer aux actions et façons d'agir, ensuite sur la question de l'intersectionnalité, avant un module réunissant les deux. Nous souhaitons pouvoir ici souligner l'importance de questionner nos pratiques et nos façons d'agir dans toutes les campagnes et les activités de mobilisation.

Nous souhaitons aussi pouvoir interroger les pratiques de notre fédération et de nos groupes locaux sur la décolonisation de l'aide au développement, sachant que les partenariats et relations directes entre des groupes locaux et des associations ou collectivités d'Afrique ou d'Amérique du Sud sont parfois les mêmes depuis quarante ans.

Formation de 5 groupes locaux « tests »

Cette initiative vise à sensibiliser et à outiller les membres des groupes locaux pour qu'ils deviennent à leur tour des formateurs et formatrices dans leurs communautés respectives.

Rencontres et déplacements dans les groupes locaux pour leur proposer les axes de formations sur le féminisme intersectionnel et la transmission d'informations pertinentes. Organisation de 5 formations, auprès de 5 groupes locaux.

À travers ces sessions de formation, nous abordons des sujets cruciaux tels que les différentes dimensions de l'intersectionnalité, les enjeux liés à l'égalité des genres et la manière de transmettre ces connaissances de manière efficace et inclusive. En encourageant l'autonomisation et la capacitation des participant·e·s, nous espérons créer un réseau solide de militants et de militantes engagé·e·s dans la promotion de la justice sociale et de l'égalité des genres à travers des actions concrètes au sein de leurs réseaux.

Elaboration de « livrables » et bilan

Cette phase cruciale implique la recherche et la compilation de ressources pertinentes reliant l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et la question du genre.

Notre objectif est de produire un document succinct et accessible destiné au milieu associatif, mettant en lumière les enseignements tirés de nos expériences en matière de formations sur l'intersectionnalité et le genre. Nous envisageons d'offrir des perspectives approfondies sur les liens entre l'ECSI et les questions de genre, ainsi que des recommandations pratiques pour intégrer ces approches dans les activités et programmes associatifs.

En résumant les résultats de nos formations et en fournissant des outils concrets, nous espérons contribuer à renforcer les capacités des organisations associatives à promouvoir une citoyenneté engagée et inclusive, attentive aux enjeux de genre.

2.5 Parties prenantes impliquées

- le Conseil National (équivalent d'un conseil d'administration) et les groupes de travail concernés (15 personnes),
- l'équipe salariée (11 personnes),
- les participant·e·s aux formations « test » (20 personnes environ).

Prévoir environ 10 à 20 entretiens directs et samedis travaillés pour participer aux « agoras » organisées par nos militant·e·s.

3. Durée de la mission et modalités financières

ActionAid France bénéficie d'un financement de la part du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) de Coordination Sud, pour une consultance d'un montant maximum de 19 000 €. A ce titre, un bilan tripartite entre ActionAid France, le FRIO et le, la ou les consultant·e·s sera à prévoir à l'issue de la mission.

La mission se déroulera entre les mois d'août 2024 et mars 2025.

4. Modalités d'intervention

L'intervention sera supervisée par un comité de pilotage, composé d'un membre du Conseil National, du directeur d'ActionAid France et d'une salariée. Ce comité de pilotage sera chargé de participer aux réunions animées par le·la consultant·e (rythme à déterminer ensemble) pour faire le point sur les avancées, sur l'élaboration des outils et la méthodologie, et sur le respect du calendrier.

5. Production des livrables

Les livrables seront :

- une cartographie des acteur·rice·s,
- une évaluation de l'état des lieux à ActionAid France sur ce sujet,
- une proposition d'un parcours de formations,
- un questionnaire de satisfaction sur les formations testées, pour l'ensemble des parties prenantes,
- un document diffusable aux partenaires avec des recommandations.

6. Profil de la consultance

Formation:

- Etudes universitaires supérieures en sciences humaines (sciences politiques, relations internationales, économie, sociologie)

Expérience :

- Evaluation et accompagnement sur des questions de dynamiques militantes
- Approche féministe intersectionnelle
- Bonne connaissance sur les questions d'engagement militant, notamment dans les associations de solidarité internationale

Compétences et qualités :

- Fortes compétences et maîtrise des outils pour l'animation de réunions, consultations et dynamiques de groupe, y compris « en ligne » et avec un mélange de participation « en ligne » et en présentiel, et notamment auprès de publics militants
- Très bonnes capacités d'analyse, de synthèse et d'organisation pratique.
- Compétences dans la conception d'outils dans la ligne des valeurs de l'éducation populaire et de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

7. Modalités de remise des propositions

Merci d'envoyer vos propositions contenant la proposition technique et financière du/de la/des prestataire(s), avec au moins 3 références, **avant le 25 juillet 2024 à minuit** à l'adresse candidature@actionaid.org. Les propositions reçues après cette date ne pourront pas être étudiées dans le cadre de cette procédure de recrutement.

Les candidat·e·s sélectionnés pour un entretien seront contacté·e·s le 26 juillet. Sans réponse de notre part après cette date, veuillez considérer que votre proposition n'a pas été retenue.

Les entretiens se dérouleront les 30 et 31 juillet.

ActionAid France porte une attention particulière à ce qu'aucune discrimination n'entache le processus de sélection et est attachée à la mixité et à la diversité des profils des prestataires avec lequel·le·s l'organisation travaille.